

Les choses et les mots

article de **Alain Besançon**
publié dans **Le Figaro** du 26 avril 2002

Rien n'exaspère davantage les Français que l'habitude prise par les médias de ne pas nommer les choses par les mots qui les désignent ordinairement. Au point que les clichés et les euphémismes comme les *jeunes*, les *jeunes en difficulté*, les *jeunes défavorisés*, les *exclus*, les *banlieues difficiles*, les *quartiers à risques*, à force d'imprécision finissent par devenir des synonymes de Maghrébins, de musulmans, d'Africains, alors que souvent ces populations sont innocentes des méfaits qu'on leur impute automatiquement et confusément à cause justement du refus d'employer le mot précis.

La raison le plus souvent invoquée est qu'il ne faut pas exciter le racisme des Français. Je proteste contre un tel soupçon. Les États Unis luttent obstinément contre le racisme, par des mesures sociales et légales de toute sorte. Cela n'empêche nullement les statistiques de criminalité, d'échec scolaire, de délinquance juvénile, de distinguer soigneusement ce qui incombe aux "blancs", aux *Hispanics*, aux *Afro-Americans* etc. Ces statistiques sont tenues à jour et publiées régulièrement. Ainsi les Américains ont-ils le droit de connaître la réalité et d'agir en conséquence pour l'améliorer.

Les Français, considérés comme des mineurs à cet égard, n'ont pas ce droit. Chacun sait qu'en France ces données sont fort difficiles à obtenir et que des dispositions légales interdisent que certaines d'entre elles soient rendues publiques ou seulement collectées. La rétention de l'information permet aux imaginations de divaguer parce qu'elle ne sont pas retenues par un tableau véridique de la situation. Elle nourrit ainsi le racisme qu'elle était supposée empêcher. Ce racisme à son tour est également maintenu dans la sphère du soupçon vague et universel, et non pas mesuré par les actes qui permettrait d'en prendre une évaluation objective. Si bien que la France est maintenant l'objet d'une accusation globale, qui, tombant dans la caisse de résonance de l'opinion étrangère et particulièrement américaine, devient d'une insupportable injustice. Faut-il rappeler que depuis la guerre la France a accueilli des millions d'étrangers de toutes nationalités et de toutes ethnies, qu'elle leur a plus généreusement qu'aucune nation d'Europe accordé la citoyenneté, qu'il est peu de pays qui pratique moins l'expulsion, même des délinquants, qui tolère autant de "sans papiers" ?

Le concept même de racisme est douteux. Il existe une vertu, que depuis les anciens on désigne sous le mot de justice, qui en l'espèce commande de traiter humainement un être humain quel qu'il soit. Comme toute vertu, elle peut pécher par excès ou par défaut : le racisme conduisant à la haine de l'autre n'est pas pire que l'antiracisme poussé jusqu'à la haine de soi.

Mais là où ce concept devient résolument fallacieux c'est quand il sert à justifier le silence assourdissant de la présente campagne sur plus important problème auquel est affronté le pays, à savoir la présence sur son sol de plusieurs millions de musulmans. Nous n'en connaissons exactement pas le nombre, car les recensements n'ont pas le droit de les compter. Le problème se pose ou va se poser à toute l'Europe et qu'on n'en voit pas la solution n'est pas une raison pour le taire, le dénier, le chasser vainement de la réalité.

Le mot islam désignant une religion universelle qui s'étend sur toute la terre ôte toute pertinence au concept de race. Malheureusement la culture actuelle de la majorité des Français, saturée par l'idée de racisme, est insuffisante pour opérer les discernements nécessaires en matière religieuse. Ils se rassurent en pratiquant une sorte d'œcuménisme approximatif, en parlant des "trois monothéismes", des "trois religions abrahamiques", ou même des "religions du Livre" croyant qu'il s'agit d'une commune vénération de la Bible, alors que l'expression désigne seulement un point du droit musulman qui permet aux tenants de certaines religions de postuler au statut de *dhimmi*. Encore des euphémismes !

Au moins peut-on jeter un coup d'œil sur l'histoire. Elle nous apprend qu'il est bien rare qu'à aucune époque juifs et chrétiens aient pu vivre en terre d'islam de façon qui les satisfassent, et que les musulmans aient pu vivre comme ils le souhaitent en dehors du *Dar el Islam*. Notre temps présent a connu de dramatiques conflits qui n'ont pu se résoudre autrement que par des séparations. Il est donc tout à fait justifié que les Français nourrissent de graves appréhensions et il est déplacé de leur reprocher de céder à une "idéologie sécuritaire". Au delà des escarmouches, des déprédations (pardon : "incivilités") ça et là, le fait qu'un dixième de la population soit musulman, bientôt, disent les démographes, un cinquième, est un défi historique considérable sur lequel il vaut mieux réfléchir les yeux ouverts et la cervelle informée.

Un peu partout en France, les gens prennent conscience du défi partiellement, par ses aspects matériels. Ils s'inquiètent pour leurs biens, pour leur sûreté au jour le jour. Ils réclament des actions de police qu'il est légitime de leur offrir. Ils ont tendance à confondre la question spécifiquement musulmane avec la question qui n'est pas forcément connexe, de la violence en général et particulièrement de la violence juvénile. Il est donc indispensable qu'ils soient avertis du problème d'ensemble, sans panique, sans haine, et justement afin de prévenir les paniques et les haines qui naissent toutes seules de l'ignorance où on les tient et qu'ils prennent pour un abandon.

Hélas il arrive que la peur soit si forte qu'on n'ose pas s'avouer qu'on a peur. D'autant moins si ceux qui gouvernent ou si les médias dominants font semblant que tout va bien, dénie la réalité et imposent la dénégation. Ainsi laissent-ils le champ libre aux réactions les plus aveugles, aux fantasmes les plus absurdes, aux démagogies les plus honteuses. On ne trouvera des solutions que si le problème est ouvertement posé dans la hauteur de la pensée et l'exactitude du vocabulaire.